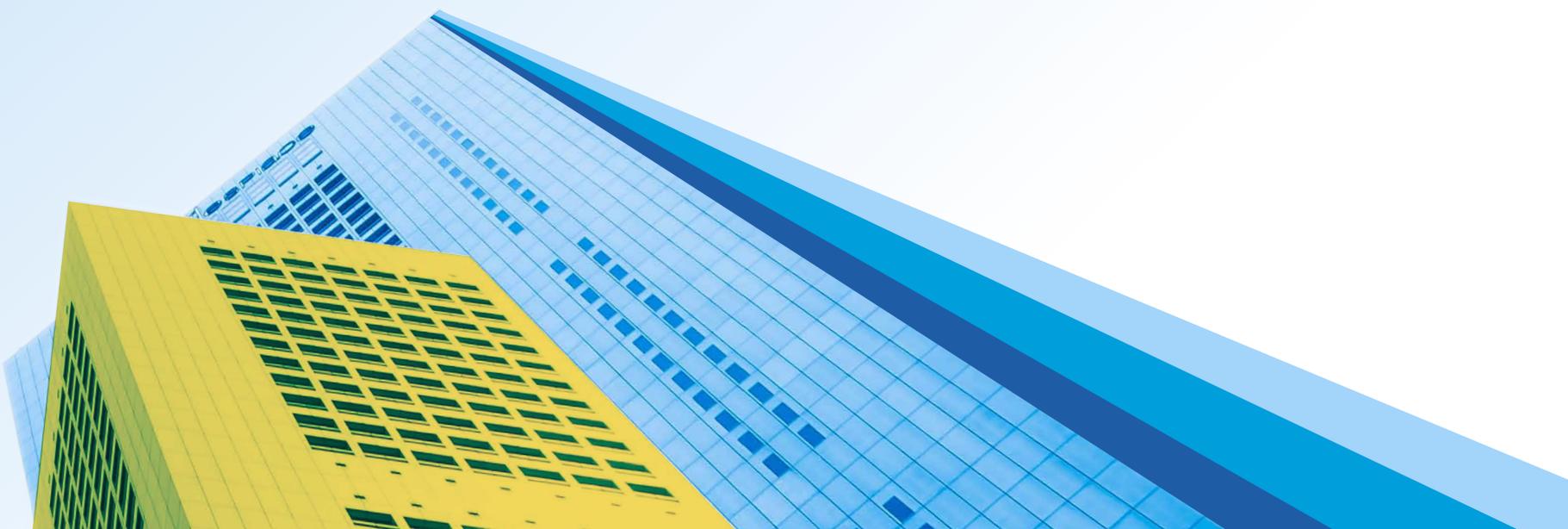




COMMUNICATION FINANCIÈRE

AU 30 JUIN 2024



EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2024

PRÉAMBULE

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe SOFAC à compter du 1^{er} janvier 2020 avec bilan d'ouverture et au 1^{er} janvier 2019, conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe SOFAC sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels de SOFAC SA et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements à l'égard du pouvoir détenu. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse. La quote-part du résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
- ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de

cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 31 mars et au 30 septembre.

La liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie ci-dessous :

A fin juin 2024, le périmètre de consolidation du Groupe SOFAC inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
SOFAC	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SSF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
BADEELSMARTLEASE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS 16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019. IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- D'un droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- D'une dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition

Pour la transition, le Groupe SOFAC a opté pour l'approche rétrospective modifiée. La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1er janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat). La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1er janvier 2019.

Exemptions d'utilisation

Le Groupe SOFAC a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

- L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an;
- L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD). Durée et typologie des contrats de location simples retenues.

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

- Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans;
- Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1:** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
- **Niveau 2:** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;
- **Niveau 3:** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés. L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :
 - Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
 - Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
 - Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Tous les actifs financiers détenus par le Groupe SOFAC sont évalués au coût amorti.

Dépréciation des instruments financiers

La norme IFRS 9 remplace le modèle de pertes encourues d'IAS 39 par un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues ».

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI).

La norme IFRS 9 introduit

- Un principe nouveau de provisionnement des encours sains et non sensibles (dépréciation dès l'octroi) ;
- Trois « stages » dans lesquels sont classés les actifs en fonction de leur qualité de crédit. Les modalités de calcul des dépréciations diffèrent d'un stage à un autre, ce qui nécessite le suivi de la dégradation significative du risque de crédit depuis la date d'octroi.
- De nouveaux paramètres pour le calcul des provisions :
 - ECL (expected credit loss) « point in time » par opposition à l'expected loss (EL) bâlois "Through the cycle"
 - L'intégration du forward looking : il s'agit d'intégrer les évolutions éventuelles de certains agrégats pertinents (données prospectives) dans l'appréciation de défaut des actifs ou groupes d'actifs.

Modèle à 3 stages

Selon la norme IFRS 9, les modalités de calcul des pertes attendues sur les actifs financiers dépendent de la classe ou du niveau de risques à laquelle appartiennent ces actifs. La norme prévoit trois (3) stages distincts selon le niveau de dégradation de risque d'un actif depuis l'origination :

Stage 1: loge les actifs financiers sains n'ayant pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation sur les actifs de cette catégorie correspond à la perte attendue sur un horizon de 12 mois.

Stage 2: reprend les actifs considérés comme risqués ou dont la qualité de crédit s'est significativement détériorée sans qu'aucune perte de crédit n'ait cependant été observée, pour ces actifs, la dépréciation représentera alors la perte de crédit attendue sur la durée de vie total du contrat (jusqu'à sa date d'échéance).

Stage 3: comprend les actifs dont la qualité s'est significativement détériorée et une perte est observée au point que la recouvrabilité du principal est mise en cause. Comme pour les actifs en stage 2, la dépréciation sera estimée « à maturité ».

Options de staging retenues par SOFAC

- **Bucket 1:** Aucun impayé;
- **Bucket 2:** 1 et 2 impayés ou Dossier ayant atteint le défaut historiquement et régularisé par la suite;
- **Bucket 3 (défaut):** Les dossiers présentant 3 impayés et plus.

La méthodologie la plus appropriée de calcul des ECL est le cas général. SOFAC dispose de toutes les données historiques sur son portefeuille permettant de calibrer les paramètres du risque (EAD, PD et LGD) et ainsi de calculer les pertes de crédit attendues.

- **La Probabilité de Défaut (PD):** représente le taux de passage en défaut. Elle est issue des matrices de transitions calculées sur l'historique des impayés (mois par mois).
- **La LGD (Loss Given Default):** représente le montant de la perte en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain.
- **L'EAD (Exposure At Default):** représente l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation. Les remboursements anticipés concernent tout le portefeuille. Ils sont observés et un historique de tous les remboursements anticipés est disponible pour le calcul du taux de remboursement annuel empirique.
- **L'ECL (Expected Credit Loss):** représente la perte de crédit attendue à maturité.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à des tiers.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

La juste valeur: correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : correspond au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité: désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Pour les besoins de la FTA (First Time Adoption), le groupe SOFAC a opté pour la réévaluation à la juste valeur pour les terrains et immeubles d'exploitation et pour l'application de l'approche par composants pour les mobiliers et matériels. Les immobilisations concernées par les retraitements en FTA se présentent comme suit :

Catégorie	Libellé	Nature de la valeur retenue
Immeubles d'exploitation	Siège SOFAC	Réévaluation
Immeuble d'exploitation	Agence RABAT	Réévaluation

Pour les évaluations ultérieures (post-FTA), les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle du coût amorti calculé sur la base de ce qui suit.

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50 ans
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30 ans
Catégorie C	Étanchéité, électricité, précâblage	15 ans
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10 ans

Type	Durée en social	Durée utilité IFRS
Matériel roulant	5 ans	5 ans
Matériel informatique	Entre 5 et 10 ans	Entre 5 et 10 ans
Matériel de bureau	5 ans	5 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans	10 ans
Autres matériel et mobilier	5 ans	5 ans

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises, dont la durée d'utilité est définie, sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe SOFAC mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

➤ Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

➤ Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

➤ Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

➤ Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe SOFAC dispose d'une police d'assurance maladie pour le compte du personnel Actif Permanent et des retraités. Les retraités bénéficient gratuitement de la couverture maladie post emploi.

Cette couverture maladie est viagère pour l'ensemble des retraités. En outre, les conjoints et les ayants droit bénéficient de la couverture médicale tant que l'ouvrant droit (i.e. le retraité) est en vie. En cas de décès de ce dernier, ils ne sont plus couverts par le contrat.

Sur la base de notre analyse, l'assistance médicale postérieure à l'emploi est classée comme un régime d'avantages à prestations définies au sens de la norme IAS 19 qui doit être évalué et comptabilisé.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur, déterminé avec suffisamment de précision, soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE			
ACTIF (En milliers)	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	17 487	17 870
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	495 551	533 406
Actifs financiers détenus à des fins de transaction			
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		495 551	533 406
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	72 243	4 057
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		72 243	4 057
Titres au coût amorti	5.1.4		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	20 859	33 755
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	15 246 760	13 853 276
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		34 283	35 158
Actifs d'impôt différé		123 128	125 844
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 754 207	1 507 512
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.1.8	249 249	204 892
Immobilisations incorporelles	5.1.9	34 845	34 175
Ecarts d'acquisition	5.1.10	52 747	52 747
TOTAL ACTIF		18 101 359	16 402 693
PASSIF (En milliers)	Notes	30/06/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	6 962 961	6 658 364
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 678 144	3 588 522
Titres de créance émis	5.2.4	4 180 901	3 337 619
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		48 585	103 919
Passifs d'impôt différé		266 785	256 426
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 356 842	1 169 723
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5.2.6	30 692	21 986
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		303 548	56 155
Capitaux propres		1 272 901	1 209 978
Capitaux propres part du groupe		1 272 901	1 209 978
Capital et réserves liées		286 196	210 451
Réserves consolidées		899 639	776 769
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 344	
Résultat de l'exercice		94 722	222 758
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		18 101 359	16 402 693

PÉRIMÈTRE					
Dénomination sociale	30/06/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
SOFAC	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
SSF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
BADEEL SMARTLEASE	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		
Bons du Trésor		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de participation non consolidés		
Instruments dérivés		
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	495 551	533 406
TOTAL	495 551	533 406

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE									
(En milliers)	Secteur public	Secteur privé			Total		Total		
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2024	31/12/2023			
Crédits de trésorerie									
- Comptes à vue débiteurs									
- Créances commerciales									
- Crédits à l'exportation									
Crédits à la consommation					16 583 784	16 583 784		15 071 952	
Crédits à l'équipement									
Crédits immobiliers									
Intérêts courus à recevoir									
Agios réservés					-247 369	-247 369		-204 376	
Valeurs reçues en pension									
Créances acquises par affacturage									
Autres créances					30 745	30 745		8 367	
Encours bruts					16 367 161	16 367 161		14 875 943	
Dépréciations					1 120 400	1 120 400		1 022 667	
Encours nets					15 246 760	15 246 760		13 853 276	
		30/06/2024				31/12/2023			
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9 Hors Agios réservés		Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut		12 635 647	2 148 599	1 799 539	16 583 784	11 624 163	1 707 443	1 740 346	15 071 952
Dépréciations		42 763	85 855	991 782	1 120 400	39 771	75 338	907 558	1 022 667
Net		12 592 883	2 062 744	807 757	15 463 384	11 584 393	1 632 105	832 788	14 049 285

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ			
(En milliers)	Notes	30/06/2024	30/06/2023
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	512 478	439 914
- Intérêts et charges assimilés	6.1	-213 407	-144 911
MARGE D'INTÉRÊT		299 071	295 003
+ Commissions (produits)	6.2	47 877	47 107
- Commissions (charges)	6.2	-10 246	-11 018
MARGE SUR COMMISSIONS		37 631	36 089
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3		2
+/- Gains ou pertes nets sur instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	-1 637	-1 541
+ Produits des autres activités	6.5	65 337	34 351
- Charges des autres activités	6.5	-13 967	
PRODUIT NET BANCAIRE		386 435	363 904
- Charges générales d'exploitation	6.6	-116 148	-106 438
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	-12 385	-8 564
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		257 903	248 902
Coût du risque	6.8	-106 711	-95 155
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		151 192	153 746
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		4 218	-23
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		155 410	153 724
- Impôt sur les résultats	6.9	-60 688	-60 794
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		94 722	92 929
Intérêts minoritaires			
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		94 722	92 929
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10		
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10		
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2024	30/06/2023
RÉSULTAT NET		94 722	92 929
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		94 722	92 929
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES		94 722	92 929
Dont Part du Groupe		94 722	92 929
Dont Part des minoritaires			

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX				
(En milliers)	30/06/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	3 224		3 907	
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	14 262		13 963	
Total	17 487		17 870	

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Bons du Trésor		
Autres Instruments		
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	72 243	4 057
TOTAL	72 243	4 057

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
A vue	20 859	33 755
Comptes ordinaires	20 859	33 755
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme		
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Total Brut	20 859	33 755
Dépréciation		
TOTAL NET	20 859	33 755

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Créances fiscales	428 588	518 651
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	130 300	69 020
Débiteurs Divers	1 195 319	919 841
Comptes de liaison		
TOTAL	1 754 207	1 507 512

ÉCARTS D'ACQUISITION						
(En milliers)	31/12/2023	Augmentation (acquisition)	Diminution (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2024
Valeur brute	52 747 295					52 747 295
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette	52 747 295					52 747 295

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS						
(En milliers)	Établissements de crédit et assimilés au Maroc				Total	
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	30/06/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs		677 128			677 128	643 070
Valeurs données en pension		499 991			499 991	499 847
- au jour le jour						
- à terme		499 991			499 991	499 847
Emprunts de trésorerie		5 767 166			5 767 166	5 498 154
- au jour le jour						
- à terme		5 767 166			5 767 166	5 498 154
Emprunts financiers						
Intérêts courus à payer		18 676			18 676	17 293
Autres dettes						
TOTAL		6 962 961			6 962 961	6 658 364

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE						
(En milliers)	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2024	31/12/2023
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme						
Valeurs données en pension						
Autres comptes créditeurs				3 678 144	3 678 144	3 588 522
Intérêts courus à payer						
TOTAL				3 678 144	3 678 144	3 588 522

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
Opération diverses sur titres	499 386	499 050
Sommes dues à l'Etat		
Clients avances et acomptes		
Charges à payer	624 756	595 032
Dividendes à payer		
Autres passifs	232 700	75 641
TOTAL	1 356 842	1 169 723

COMMISSIONS						
(En milliers)	30/06/2024			30/06/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	47 877		47 877	47 107		47 107
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	47 877		47 877	47 107		47 107
Autre						
Prestation de services bancaires et financiers	10 246	-10 246		11 018	-11 018	
sur opération de paiement	10 246	-10 246		11 018	-11 018	
sur opération de change						
Autres						
Produits nets des commissions	47 877	10 246	37 631	47 107	11 018	36 089

PROVISIONS				
Provisions	31/12/2023	Augmentation	Diminution	30/06/2024
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	1 632	816		2 448
Provisions pour autres risques et charges	20 354	9 663	1 773	28 244
Total	21 986	10 479	1 773	30 692

IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur brute (En milliers)	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Effet de l'application d'IFRS 16	Valeur brute au 30/06/2024
Terrains et constructions	338 974		595	60 389	398 768
Matériel, outillage et transport					
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	34 736	2 163			36 898
Autres immobilisations corporelles	44 632	2			44 634
En-cours	21 742	777	1 940		20 580
Droit d'utilisation					
TOTAL	440 085	2 942	2 535	60 389	500 880

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
(En milliers)	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotations exercice	Valeur brute au 30/06/2024
Valeur brute	121 520	2 951	240		124 232
Amortissement	87 346			2 042	89 387
Valeur nette	34 175	2 951	240	-2 042	34 845

MARGE D'INTÉRÊT		
(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Sur opérations avec les établissements de crédits		
Sur opérations avec la clientèle	500 384	437 439
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail	12 095	2 475
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêt	512 478	439 914
Sur opérations avec les établissements de crédits	146 063	98 515
Sur opérations avec la clientèle		
Sur dettes représentées par titres	65 592	42 409
Sur dettes subordonnées	1 527	3 985
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Autres intérêts et charges assimilés	225	2
Charges d'intérêt	213 407	144 911

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS				
	31/12/2023	Augmentation	Diminution	30/06/2024
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	3 337 619	1 875 000	1 031 717	4 180 901
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	3 337 619	1 875 000	1 031 717	4 180 901

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		2
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		2

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	51 371	34 351
Produits et charges nets des autres activités	51 371	34 351

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Charges de personnel	70 582	60 951
Impôts et taxes	1 186	1 223
Services extérieurs et autres charges	44 379	44 265
Charges d'exploitation	116 148	106 438

CHARGES DU PERSONNEL

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Salaires et appointements	43 048	37 378
Primes et indemnités	11 251	9 409
Charges de retraite	10 611	9 606
Charges d'assurances sociales	3 243	2 969
Autres charges de personnel	2 429	1 588
TOTAL	70 582	60 951

AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 066	2 050
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10 319	6 514
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
TOTAL	12 385	8 564

COÛT DU RISQUE

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Dotations aux provisions	205 232	208 133
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	194 753	207 013
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	10 479	1 120
Reprise de provisions	98 603	111 536
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	96 830	111 457
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	1 773	79
Variation des provisions	106 630	96 597
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	1 446	62
Récupérations sur prêts et créances amorties	-1 365	-1 504
Autres pertes		
Coût du risque	106 711	95 155

RÉSULTAT SUR ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-1 637	-1 541
Gains ou pertes nets	-1 637	-1 541

CHARGE D'IMPÔT RECONNUE EN ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Charge d'impôts courants	49 238	49 996
Charge d'impôts différés	11 450	10 798
Charge d'impôts de la période	60 688	60 794

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

(En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
Résultat net part du Groupe	94 722	92 929
Nombre d'actions ordinaires émises	2 862	1 932
Résultat par action en dirhams	33	48

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
Engagements de financements et de garantie donnés	189 660	221 392
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	189 660	221 392
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	189 660	221 392
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits données		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données		
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	1 202 521	1 196 704
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 202 363	1 196 546
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	1 202 363	1 196 546
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	159	159
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	159	159

TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Les capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2023	210 450	1		998 956	571				1 209 978
Changement de méthodes comptables									
Autres variations (Actualisation IFRS 16)									
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2024	210 450	1		998 956	571				1 209 978
Opérations sur capital				65 842					65 842
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-99 985					-99 985
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2024				94 722					94 722
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)									
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D)+(E)+(F)									
Variation de périmètre									
Autres variations (Actualisation IAS 19)				2 344					2 344
Capitaux propres clôture 30 Juin 2024	210 450	1		1 061 879	571				1 272 901

INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2024	31/12/2023
1. Résultat avant impôts (A)	155 410	359 782
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	12 385	46 561
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	8 706	-24 213
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		-55
9. +/- Autres mouvements	-145 408	-119 695
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	-124 317	-97 401
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	317 493	3 048 009
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 303 862	-1 733 305
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	815 296	-1 179 319
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-100 961	-153 696
15. - Impôts versés	-49 408	-101 692
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	-321 441	-120 002
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	-290 349	142 378
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	0	-52 747
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-57 412	-72 373
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	-57 412	-125 120
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	99 985	98 976
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	247 393	-100 831
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	347 378	-1 854
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	-383	15 404

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE

27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	17 870	2 466
28. Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif)	17 870	2 466
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	17 487	17 870
31. Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif)	17 487	17 870
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-383	15 404

PREUVE D'IMPÔTS

	30/06/2024	31/12/2023
Résultat net de l'ensemble consolidé	94 722	222 758
Impôts exigibles (IS)	49 238	102 003
Impôts différés	12 827	35 009
Total charge fiscale consolidée IFRS	62 064	137 011
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	155 410	359 782
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	39,94%	38,08%
Montant de différences de taux mère/filiale	-376	-376
Impôt sur différences temporelles	-11 420	-38 879
Effet des autres éléments	-3 243	0
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	39%	38%

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

	31/12/2023	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2024
Impôts différés actifs	140 882	-15 448		125 434
Impôts différés passifs	220 086	-3 998		216 088
Impôts différés actifs / passifs	-79 205	-11 450		-90 655

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

forvis mazars

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7^{ème} étage
Casablanca, Maroc

GRUPE SOFAC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS

PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A et ses filiales (Groupe SOFAC) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 272 901 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 94 722.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe SOFAC arrêtés au 30 juin 2024, conformément aux Normes Internationales d'Information financière (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que la société a reçu en date du 25 juin 2024 un avis de vérification de la part de l'administration fiscale portant sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus au titre des exercices allant de 2020 à 2023 et sur la TVA au titre des exercices allant de 2017 à 2023. A date, les notifications y afférentes n'ont pas encore été reçues.

Casablanca, le 02 août 2024

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC S.A
Siège Social: 83, Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 Fax: 0522 27 47 34
Abdellah LAGHCHAOUI
Associé

FORVIS MAZARS
76 Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7^{ème} Etage - Casablanca
Taha FERRAOUIS
Associé

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur, Sofac a procédé à la formalisation de politiques et chartes des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques auxquels la société est exposée, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques et chartes sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par les plus hautes instances de la société.

RISQUE DE CRÉDIT

a - Politique de gestion du risque de crédit

Le Risque de Crédit est le risque de non-remboursement par des clients de leurs engagements envers la société, partiellement ou en intégralité, dans les délais et dans les conditions convenues, et qui pourrait entraîner une perte financière pour ladite société. C'est la catégorie de risque à laquelle la société est la plus exposée, qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque et s'étend par nature au risque de concentration.

SOFAC a mis en place une politique de gestion du risque de crédit. Elle a pour but de fournir, aux différentes entités de la société, des principes applicables à leurs activités, dès lors qu'elles sont susceptibles de générer un **Risque de Crédit** ou de contrepartie pour compte propre.

b - Comitologie

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité. Il s'agit notamment du :

- **Comité des Risques** : assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie, de gestion et de surveillance des risques auxquels l'établissement est exposé
- **Comité Risque de crédit** : désigne des comités de crédit, valide les règles d'octroi et le manuel d'acceptation, valide les seuils d'acceptation par les grilles de scoring, valide les grilles de délégation de pouvoirs, suit périodiquement les indicateurs de risque.

c - Structuration des opérations de crédit

Chaque opération de crédit doit être structurée selon les procédures en place et elle doit avoir :

- Un objet économique avéré ;
- Une maturité en conformité avec l'objet du crédit ;
- Un revenu en adéquation avec le risque pris par la société. La tarification doit être en adéquation avec le niveau de **Risque de Crédit** des contreparties ;
- Une sécurité évidente par la capacité de remboursement de la contrepartie ;
- Une garantie ou sûreté pour conforter la position de la société à travers au moins un contrat de crédit.

d - Scoring

Le scoring est un modèle statistique développé sur la base du comportement historique des clients, sur au moins 3 ans, à travers une régression logistique pour prédire le défaut des clients futurs.

Le scoring des demandes émanant des contreparties joue un rôle primordial dans l'appréciation du degré de **Risque de Crédit** du portefeuille des engagements de Sofac et par la suite dans la prise de décision.

Pour la clientèle de Sofac, les décisions d'octroi sont prises sur la base d'un système de scoring spécifique et complété par des règles d'octroi relatives à chaque type de produit et chaque catégorie de clientèle.

Le pilotage du processus de mise en œuvre et de la validation du système de scoring incombe à l'entité **Risque de Crédit** qui assure le maintien de ce dispositif.

L'entité **Risque de Crédit** assure la surveillance de la qualité du scoring semestriellement à travers des reportings spécifiques mesurant la **stabilité** et la **performance** du score.

e - Surveillance des risques – contrôles a priori

Avant tout déblocage de crédit, une série de contrôles est systématiquement réalisée :

- Contrôle des données du dossier de crédit ;
- Contrôle du respect du niveau de délégation ;
- Contrôle de la conformité de la documentation juridique ;
- Contrôle des données saisies au niveau du système d'information ;
- Contrôle du respect des limites de concentration.

f - Surveillance du portefeuille des engagements

La surveillance du portefeuille des engagements se fait par le biais de plusieurs indicateurs, tant au niveau du risque à l'octroi qu'au niveau du risque en cours de vie des dossiers.

Les analyses multicritères du portefeuille des engagements sont un contrôle a posteriori qui consiste à identifier et à suivre l'ensemble des engagements de la société selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : les produits, les maturités, les clients, les groupes d'affaires, les segments de clientèle, les règles d'octroi, les catégories de créances (saines et en souffrance), les secteurs d'activité, les agences, les zones géographiques, les types de sûreté, etc.

g - Limites de concentration

Les engagements de SOFAC sont maintenus dans les limites globales, dites limites de concentration, fixées dans le respect de la réglementation. Ces limites sont revues, autant que nécessaire en tenant compte notamment du niveau des fonds propres de la société et de chacune de ses entités, et sont validées par le Comité **Risque de Crédit**.

h - Délégation de pouvoirs

Ce principe régit l'octroi de nouveaux prêts et le renouvellement des crédits. A partir d'un seuil d'encours client et pour les demandes non acceptées systématiquement, au moins deux personnes, dont impérativement une de l'entité **Risque de Crédit**, doit approuver ces demandes.

La prise de décision est basée sur le principe de la délégation individuelle du pouvoir d'approbation. L'autorité d'approbation est accordée à des individus - intuitu personae - sur la base de leur expérience, jugement, compétence et formation professionnelle.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Conformément à la réglementation en vigueur, Sofac définit le risque opérationnel comme étant le « risque de perte résultant de carences ou de défaillances inhérentes aux procédures, au personnel et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

a - Processus de gestion du risque opérationnel

Le processus de gestion des risques opérationnels au sein de Sofac est composé de méthodologies et pratiques liées aux activités d'identification, d'évaluation, de suivi et de traitement des risques opérationnels.

➤ Identification des risques

L'identification des risques opérationnels liés à l'activité de l'établissement a pour objectif de recenser l'ensemble des défaillances (avérées / potentielles) pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement de ses processus, et par conséquent empêcher l'atteinte de ses objectifs.

Un risque se caractérise par une ou plusieurs causes génériques (Déclencheur(s) de l'évènement de risque), une catégorie d'évènement bâloise et une ou plusieurs conséquences.

➤ Évaluation des risques

La gravité d'un risque se mesure selon deux paramètres :

- Le niveau de fréquence ;
- Le niveau d'impact du risque (la sévérité).

La connaissance de ces deux paramètres permet de positionner les risques sur une matrice « Fréquence x Impact » et de classer les risques selon une échelle de gravité.

➤ Indicateurs de suivi des risques :

Les indicateurs de suivi des risques (Key Risk Indicators : KRI) offrent une vision instantanée des modifications de l'environnement de risque et de contrôle interne, pouvant avoir un impact sur le profil de risque de la société.

L'objectif consiste, pour chaque processus ou ensemble de processus, à déterminer ce qui peut renforcer l'occurrence d'un événement de pertes, c'est-à-dire les sources potentielles à l'origine d'une dégradation du profil de risque de la société.

Ces indicateurs comportent généralement des seuils, dont le dépassement déclenche la mise en œuvre d'actions préventives.

➤ Mécanisme de couverture des risques :

Une bonne maîtrise du risque opérationnel dans la société nécessite, outre une bonne mesure du niveau de risque, la mise en place et le suivi de dispositifs visant à prévenir ou à atténuer le risque opérationnel.

Il existe 4 types de mécanismes de couverture du risque opérationnel :

- Les mesures de prévention sur les occurrences, qui visent à agir sur la diminution de la fréquence d'occurrence des risques ;
- Les mesures de prévention sur les impacts, qui visent à agir sur l'atténuation de l'impact financier, en cas de survenance de la défaillance ;
- Les mesures de contrôle qui visent à anticiper la survenance d'un risque ou à en éviter sa propagation à la défaillance ;
- Les assurances qui permettent de diminuer l'impact financier d'une défaillance.

➤ Collecte des incidents :

Un incident correspond à la survenance effective d'un risque au sein de la société. Il peut provoquer :

- Une ou plusieurs pertes opérationnelles ;
- Un incident sans impact financier, i.e. « quasi-perte » ;
- À la fois une (ou des) perte(s) ainsi que des impacts non financiers.

Un incident doit nécessairement être relié à un risque. Si ce n'est pas possible, il est nécessaire de mettre à jour la cartographie des risques afin que cette dernière reflète au mieux la réalité des risques encourus par la société.

b - Comitologie

A travers le Comité des Risques, le Conseil d'Administration approuve le dispositif d'identification et de gestion des Risques Opérationnels (RO), sa stratégie, ses orientations, sa politique, et ses principes.

A cet égard, le Comité des Risques est chargé de ce qui suit :

- Examiner la Stratégie de gestion du risque Opérationnel et formuler des recommandations à l'organe d'administration à ce sujet ;
- Passer en revue, au moins une fois par an, la politique de gestion du risque opérationnel et le dispositif d'appétence pour le risque de l'établissement ;
- Évaluer la qualité et la pertinence du dispositif d'identification, de mesure et d'atténuation des risques opérationnels encourus par l'établissement ;
- Fournir à l'organe d'administration des avis sur l'appétence au risque actuel et futur ;
- Surveiller la mise en œuvre, par l'organe de direction, de la déclaration d'appétence au risque ;

- S'assurer de l'efficacité du processus d'adéquation des fonds propres internes destinés à couvrir les risques opérationnels, tenant compte de l'appétence au risque définie par le conseil d'administration.

c - Plan de continuité d'activité

L'entreprise ne peut empêcher la survenance de certains risques exogènes et endogènes, tels que les inondations et les attaques virales, mais elle peut à défaut en limiter les impacts. C'est alors qu'intervient notamment le plan de continuité d'activité PCA.

Ce plan est défini par le comité de Bâle comme étant « l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénari de crises, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de l'entreprise puis la reprise planifiée des activités ».

A Sofac, l'élaboration du plan de continuité répond à la nécessité :

- D'identifier les processus vitaux de l'entreprise ;
- D'analyser les risques de rupture de service ;
- D'évaluer les conséquences ;
- De prévoir les actions et les moyens pour assurer dans les meilleures conditions possibles la continuité de l'activité en cas d'indisponibilité ou de perturbation totale ou partielle des processus de l'entreprise.

RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ – ALM

a - Évaluation du risque de liquidité

L'identification et la quantification du risque de liquidité permet de se prémunir contre le risque de défaillance des engagements émis.

SOFAC procède au calcul des impasses de liquidité, découlant de la différence entre les flux des emplois et ressources tout au long de leur durée d'amortissement. L'objectif est d'estimer les gaps de liquidité et les besoins de refinancement en complément du suivi des flux de trésorerie à court terme.

Le calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) est établi sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...10 ans), il est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats de prêts pour les postes contractuels, et des règles d'écoulement de la liquidité pour les autres postes non contractuels.

b - Évaluation du risque de taux

Le risque de taux est le risque de perte financière encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan. Il traduit l'incertitude sur les résultats financiers induits par l'exposition aux variations de la courbe des taux.

SOFAC procède au calcul de l'impasse de taux représentant la différence entre les emplois et ressources à taux fixes, ventilée par bande d'échéances. Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb et +200 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

c - Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM, par le recours aux instruments de financement spécifiques, ou des révisions concernant les lignes de crédit ouvertes par l'établissement.

d - Le suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques. Les données risques sont agrégées trimestriellement afin que les organes de gouvernance puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de SOFAC. Ces données sont présentées au Comité ALM et au Comité des Risques.

BILAN ACTIF (En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	17 475	17 869
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 037	27 102
. A vue	9 037	27 102
. A terme		
3. Créances sur la clientèle	7 346 316	6 722 684
. Crédits de trésorerie et à la consommation	6 882 380	6 362 420
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	463 936	360 264
4. Créances acquises par affacturage		
5. Titres de transaction et de placement	495 551	495 406
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	495 551	495 406
. Titres de propriété		
6. Autres actifs	886 791	835 028
7. Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. Titres de participation et emplois assimilés	74 343	74 343
9. Créances subordonnées		
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	8 765 187	7 790 528
11. Immobilisations incorporelles	27 558	26 029
12. Immobilisations corporelles	54 868	58 147
TOTAL DE L'ACTIF	17 677 127	16 047 136

BILAN PASSIF (En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 818 414	6 537 710
. A vue	677 128	643 070
. A terme	6 141 286	5 894 640
3. Dépôts de la clientèle	3 678 144	3 588 522
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	3 678 144	3 588 522
4. Titres de créance émis	4 180 901	3 337 619
. Titres de créance négociables émis	4 180 901	3 337 619
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
5. Autres passifs	1 667 156	1 497 702
6. Provisions pour risques et charges	91 880	90 702
7. Provisions réglementées		
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9. Dettes subordonnées	303 548	56 155
10. Ecart de réévaluation		
11. Réserves et primes liées au capital	259 655	257 930
12. Capital	210 450	210 450
13. Actionnaires. Capital non versé (-)		
14. Report à nouveau (+/-)	368 637	268 843
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	98 342	201 504
Total du Passif	17 677 127	16 047 136

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2024	30/06/2024	30/06/2023
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 501 938	1 211 382
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	364 605	322 135
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété	44 363	34 381
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 001 313	770 870
6. Commissions sur prestations de service	58 931	57 291
7. Autres produits bancaires	32 726	26 703
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 109 473	844 551
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de Crédit	141 398	96 774
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	67 119	46 394
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	888 362	688 112
12. Autres charges bancaires	12 593	13 270
III. PRODUIT NET BANCAIRE	392 465	366 831
13. Produits d'exploitation non bancaire	774	334
14. Charges d'exploitation non bancaire		
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	185 836	160 647
15. Charges de personnel	63 127	56 624
16. Impôts et taxes	672	1 222
17. Charges externes	115 310	97 323
18. Autres charges générales d'exploitation	1 855	973
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 872	4 506
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	178 223	178 321
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	164 294	177 185
21. Pertes sur créances irrécouvrables	1 434	62
22. Autres dotations aux provisions	12 495	1 074
VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	109 512	108 680
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	96 830	106 483
24. Récupérations sur créances amorties	1 365	1 504
25. Autres reprises de provisions	11 317	693
VII. RÉSULTAT COURANT	138 692	136 877
26. Produits non courants	53	974
27. Charges non courantes	5 555	7 952
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	133 190	129 900
28. Impôts sur les résultats	34 847	38 802
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	98 342	91 097
TOTAL PRODUITS	1 612 277	1 321 370
TOTAL CHARGES	1 513 935	1 230 273
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	98 342	91 097

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2024	30/06/2024	30/06/2023
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		
1. (+) Intérêts et produits assimilés	364 605	322 135
2. (-) Intérêts et charges assimilées	208 517	143 168
Marge d'intérêt	156 088	178 967
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 001 313	770 870
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	888 362	688 112
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	112 950	82 758
5. (+) Commissions perçues	58 931	57 291
6. (-) Commissions servies	10 246	11 018
Marge sur commissions	48 685	46 274
7. (+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-2 100	-1 869
8. (+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9. (+) Résultat des opérations de change	-22	-67
10. (+) Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	-2 122	-1 936
11. (+) Divers autres produits bancaires	77 088	61 082
12. (-) Diverses autres charges bancaires	225	315
PRODUIT NET BANCAIRE (*)	392 465	366 831
13. (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	774	334
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire		
16. (-) Charges générales d'exploitation	185 836	160 647
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	207 403	206 518
17. (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	67 533	69 259
18. (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	1 178	381
RÉSULTAT COURANT	138 692	136 877
RÉSULTAT NON COURANT	-5 502	-6 978
19. (-) Impôts sur les résultats	34 847	38 802
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	98 342	91 097
	30/06/2024	30/06/2023
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	98 342	91 097
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	4 872	4 506
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	12 495	
23. (+) Dotations aux provisions réglementées		
24. (+) Dotations non courantes		
25. (-) Reprises de provisions	11 317	
26. (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	451	119
27. (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28. (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29. (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	103 941	95 484
31. (-) Bénéfices distribués	99 985	98 976
(+) AUTOFINANCEMENT	3 956	-3 493

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2024		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 457 575	2 499 810
2. (+) Récupérations sur créances amorties	1 365	3 029
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	376	1 656
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	1 109 473	1 820 738
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	5 555	14 197
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	180 964	322 010
7. (-) Impôts sur les résultats versés	34 847	83 113
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	128 476	264 437
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 065	102 981
9. (+) Créances sur la clientèle	-692 530	-1 073 874
10. (+) Titres de transaction et de placement	-145	-495 406
11. (+) Autres actifs	-51 763	-318 984
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-974 659	-1 810 114
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	280 704	2 820 034
14. (+) Dépôts de la clientèle	89 622	776 470
15. (+) Titres de créance émis	843 283	-729 336
16. (+) Autres passifs	169 453	565 532
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-317 970	-162 696
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II)		
	-189 494	101 740
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	451	
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières		
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	3 123	20 911
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	44 363	34 381
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
	41 691	13 470
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Emission de dettes subordonnées		
25. (+) Emission d'actions		100 000
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés	247 393	-100 831
28. (-) Dividendes versés	99 985	98 976
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
	147 408	-99 807
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)		
	-395	15 403
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		
	17 869	2 465
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE		
	17 474	17 869

HORS BILAN au 30 JUIN 2024		
(En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES		
	189 660	221 392
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	189 660	221 392
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS		
	1 202 521	1 196 704
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 202 363	1 196 546
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	159	159
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

A1.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Les états de synthèse de l'exercice clos le 30 juin 2024 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

A1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition, corrigée des amortissements cumulés, calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon le mode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués sont en conformité avec les taux fiscalement admis.

A1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

A1.3.1 Crédits à la clientèle

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur Encours Hors Agios à Echoir.

A1.3.2 Immobilisations données en Location avec Option d'Achat (LOA)

Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition Hors Taxe et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée du contrat de LOA conformément à la législation fiscale.

A1.3.3 Créances en souffrance et leur provisionnement

Les créances en souffrance sont classées conformément aux règles de classification définies dans la circulaire n°: 19/G/2002.

Pour le crédit classique, ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et Capital restant dû.

Pour la LOA, Ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et valeur nette comptable Par application des règles de Bank Al-Maghrib (Circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont provisionnées après déduction des quotités de garantie admises, à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses.
- 50 % pour les créances douteuses.
- 100 % pour les créances compromises

A1.4 LES DETTES

Les dettes sont évaluées au nominal. Elles comprennent essentiellement les emprunts bancaires

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2024	Total au 31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	14 250	9 036			23 287	41 065
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	14 250	9 036			23 287	41 065

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (En milliers)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				6 882 380	6 882 380	6 362 420
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS						
AUTRES CRÉDITS						
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE				1 464 561	1 464 561	1 289 422
- Créances pré-douteuses				333 181	333 181	204 804
- Créances douteuses				35 762	35 762	61 906
- Créances compromises				1 095 618	1 095 618	1 022 712
PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE				1 000 625	1 000 625	929 157
TOTAL				7 346 316	7 346 316	6 722 684

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'EMETTEUR (En milliers)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
			financiers	non financiers		
TITRES COTES						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES NON COTES	569 894				569 894	569 749
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	495 551				495 551	495 406
TITRES DE PROPRIETE	74 343				74 343	74 343
TOTAL	569 894				569 894	569 749

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30 JUIN 2024 (En milliers)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	495 551	495 551	1 004 549			
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE	495 551	495 551	1 004 549			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2024 (En milliers)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
SOFASSUR		100	100%	100	100	31/12/2023	44 483	44 363	44 363
SOFAC STRUCTURED FINANCE		2 000	100%	2 000	2 000	31/12/2023	-386	-440	
BADEEL SMARTLEASE		68 186	100%	68 186	68 186	31/12/2023	18 010	2 572	
Autres titres de participation				4 057	4 057				
FT SOFAC AUTOLEASE				4 057	4 057				
TOTAL		70 286		74 343	74 343		62 108	46 495	44 363

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (En milliers)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 840 750	9 658 553	8 216 503	12 282 800	879 820	3 488 905	10 701	8 023	28 708	8 765 187
CREDIT-BAIL MOBILIER										
- Crédit-bail mobilier en cours	142 690	369 045	261 472	250 263						250 263
- Crédit-bail mobilier loué	9 829 990	7 211 993	6 060 508	10 981 474	840 475	3 357 001	8 542	7 442	21 789	7 602 684
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	294 621	102 352	26 402	370 571	28 768	109 375				261 196
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours	228 199	1 842 270	1 803 551	266 918						266 918
- Crédit-bail immobilier loué	298 564	66 624	11 500	353 688	10 577	22 529				331 159
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE	46 686	66 269	53 069	59 886			2 159	581	6 918	52 968
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	10 840 750	9 658 553	8 216 503	12 282 800	879 820	3 488 905	10 701	8 023	28 708	8 765 187

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (En milliers)									
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	106 643	2 951	240	109 354	80 614	1 182		81 796	27 558
- Droit au bail	1 565			1 565					1 565
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	86 068	2 107		88 175	80 614	1 182		81 796	6 379
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
- Immobilisations en cours	19 010	844	240	19 615					19 615
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	106 894	2 942	2 535	107 301	48 748	3 690	5	52 432	54 868
- Immeubles d'exploitation	7 040		595	6 445	4 935	116	5	5 046	1 399
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	7 040		595	6 445	4 935	116	5	5 046	1 399
. Immeubles Hors exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	33 480	2 163		35 642	22 600	1 812		24 412	11 230
. Mobilier de bureau d'exploitation	6 785	10		6 795	3 594	402		3 996	2 799
. Matériel de bureau d'exploitation	1 457	493		1 950	1 285	37		1 323	628
. Matériel informatique	25 211	1 659		26 871	17 695	1 372		19 067	7 803
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	26			26	26			26	
. Autres matériels d'exploitation									
	66 375	779	1 940	65 214	21 212	1 762		22 974	42 240
- Agencements et installations techniques	43 129	2		43 131	20 898	1 753		22 651	20 480
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 503			1 503	314	9		323	1 180
- Immobilisations corporelles en cours	21 742	777	1 940	20 579					20 579
- Immobilisations corporelles hors exploitation									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
TOTAL	213 537	5 893	2 775	216 655	129 362	4 872	5	134 229	82 427

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATION AU 30 JUIN 2024 (En milliers)							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
16/01/2024	Agence AGADIR	595	5	590	451	451	
TOTAL		595	5	590	451	451	

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)						
DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Montant au 30/06/2024	Montant au 31/12/2023
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		677 128			677 128	643 070
VALEURS DONNEES EN PENSION		499 991			499 991	499 847
- au jour le jour						
- à terme		499 991			499 991	499 847
EMPRUNTS DE TRESORERIE		5 622 619			5 622 619	5 377 500
- au jour le jour						
- à terme		5 622 619			5 622 619	5 377 500
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER		18 676			18 676	17 293
TOTAL		6 818 414			6 818 414	6 537 710

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (En milliers)						
DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Montant au 30/06/2024	Montant au 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
COMPTES A VUE CREDITEURS						
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS				3 678 144	3 678 144	3 588 522
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL				3 678 144	3 678 144	3 588 522

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 30 JUIN 2024 (En milliers)

Nature des titres émis	Caractéristiques					
	Montant au début de l'Exercice	Durée (en mois)	Taux d'intérêt	Emissions	Remboursements	Montant à la fin de l'Exercice
Bons de Sociétés de Financement	718 000	24	3,06			718 000
Bons de Sociétés de Financement	40 000	36	2,27	1 415 000	570 000	885 000
Bons de Sociétés de Financement	2 125 667	60	2,86	460 000	238 000	2 347 667
Bons de Sociétés de Financement	401 667	72	3,09		233 000	168 667
Intérêts courus à recevoir	52 285				-9 283	61 568
Total	3 337 619			1 875 000	1 031 717	4 180 901

PROVISIONS (En milliers)

	Encours 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2024
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	863 800	164 529	97 065		931 264
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	858 460	162 808	96 922		924 346
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	5 340	1 721	143		6 918
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	90 702	12 495	11 317		91 880
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	90 702	12 495	11 317		91 880
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	954 502	177 025	108 382		1 023 144

* La Provision pour autres risques et charges intègre une provision qui tient compte des impacts prévisionnels et probables de la crise sanitaire sur le portefeuille créances clients de la société. L'estimation de cet impact a été faite notamment sur la base des éléments d'information disponibles à la date de l'arrêté des comptes. L'approche retenue pour l'estimation de cette provision sera actualisée pour les prochains arrêts en tenant compte de l'évolution de la situation sanitaire et économique.

DETTES SUBORDONNÉES (En milliers)

NATURE	Montant au 30/06/2024	Modalités de rémunérations	Modalités de remboursement	Montant au 31/12/2023
Entreprises liées	302 000	Taux nominal : 5,30%	la durée sur dix (10) ans et l'amortissement à partir de la 6 ^{ème} année	52 000
Entreprises apparentées	1 548	Taux nominal : 5,02%		4 155

CAPITAUX PROPRES (En milliers)

	Encours 31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2024
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	257 930	1 725		259 655
Réserve légale	19 320	1 725		21 045
Autres réserves	22 394			22 394
Primes d'émission, de fusion et d'apport	216 216			216 216
Capital	210 450			210 450
Capital appelé	210 450			210 450
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Dividendes		99 985		
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	268 843	99 794		368 637
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice	201 504	-201 504	98 342	98 342
TOTAL	938 727	1 725	98 342	937 084

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE (En milliers)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle	41 584	22 330	337 280	4 683 134	2 261 988	7 346 316
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé	229 399	45 955	407 877	6 834 429	1 247 526	8 765 187
TOTAL	270 984	68 285	745 157	11 517 563	3 509 514	16 111 503
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	556 813	111 364	4 390 943	1 759 294		6 818 414
Dettes envers la clientèle						
Titres de créance émis		16 239	364 366	3 800 297		4 180 901
Emprunts subordonnés				303 548		303 548
TOTAL	556 813	127 604	4 755 309	5 863 138		11 302 863

TABLEAU DES LOCATIONS ET BAUX AUTRES QUE LE CRÉDIT-BAIL

Nature du bien loué 1	Lieu de situation 2	Nom et prénoms ou Raison sociale et adresse du propriétaire 3	Date de conclusion de l'acte de location 4	Montant annuel de location 5	Montant du loyer compris dans les charges de l'exercice 6	Bail ordinaire 7	(N ^{ème} période) 8
Entrepôt	km 2 R,S My THAMI DAR BOUAZZA CASA	SCI SANIA	2003	871 200	435 600		
Local	Avenue hassan2, N34 AGADIR	Bureau des avocats Agadir	2011	30 120	14 375		
Local	Oum rabiaa lot EL OUART n25 CASA	Mohammed RHAMATI	2011	28 750	14 375		
Local	Résidence CHAKIRA N° 478 Avenue des FAR TETOUAN	Sté NOUHRA	2016	224 300	112 150		
LOYER SANIA DEPOT 2	Route My THAMI DAR BOUAZZA CASA	SCI SANIA	2022	1 118 040	559 020		
LOCAL N°96	Sis Casablanca, Boulevard Abdelmoumen	CAPIVAL	2023	215 196	107 598		
LOCAL N°95	Sis Casablanca, Boulevard Abdelmoumen	CAPIVAL	2023	169 692	84 846		
LOCAL N°112	Sis Casablanca, Boulevard Abdelmoumen	CAPIVAL	2023	274 920	137 460		
LOCAL N°111	Sis Casablanca, Boulevard Abdelmoumen	CAPIVAL	2023	230 364	115 182		
LOCAL N°47	Sis Casablanca, Boulevard Abdelmoumen	CAPIVAL	2023	172 260	86 130		
LOCAL N°49	Sis Casablanca, Boulevard Abdelmoumen	CAPIVAL	2023	156 600	78 300		
Agence de Rabat			2023	480 000	240 000		
Agence d'Agadir			2023	480 000	240 000		
TOTAL				4 451 442	2 225 036		

(1) Marquer d'une croix la colonne adéquate, Au cas où le nombre de propriétaires dépasserait quinze,veuillez ajouter des annexes d'une contexture identique a celle du présent état,

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS		
NATURE (En milliers)	Montant au 30/06/2024	Montant au 31/12/2023
Crédit TVA	46 795	16 812
TVA demandée en remboursement	166 961	222 699
TVA récupérable	158 106	158 385
Crédit IS	43 277	85 182
Autres débiteurs	236 275	163 144
Comptes de régularisation - Actif	226 799	178 644
Charges à Répartir	8 578	10 163
TOTAL	886 791	835 028

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS (En milliers)		
NATURE	Montant au 30/06/2024	Montant au 31/12/2023
Fournisseurs et Assimilés	160 062	54 302
Personnel	8 091	5 812
Organismes sociaux	5 998	5 852
Etat, impôts et taxes	164 737	212 402
Compte courant d'associés		
Créditeurs divers	125 575	41 447
Autres Comptes de régularisation - Passif	1 202 693	1 177 887
TOTAL	1 667 156	1 497 702

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (En milliers)		
ENGAGEMENTS	30/06/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	189 660	221 392
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	189 660	221 392
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 202 521	1 196 704
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 202 363	1 196 546
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	159	159
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE (En milliers)			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	13 190 711	Crédits à la consommation affectés	2 834 858
		Crédits à la consommation Non affectés	1 353 093
		Immobilisations données en crédit-bail et en location	9 002 760
TOTAL	13 190 711		13 190 711

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	1 004 549	Valeurs données en pension	499 991
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	1 004 549		499 991

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ		
NATURE (en milliers de DH)	30/06/2024	31/12/2023
Titres de transactions		
Titres de participation	44 363	34 381
Participations des entreprises liées		

MARGE D'INTÉRÊTS		
NATURE (En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
1- Intérêts et produits assimilés	364 605	322 135
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédits		
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	364 605	322 135
-Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
-Produits sur titres de propriété		
2- Intérêts et charges assimilées	208 517	143 168
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédits	141 398	96 774
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
-Intérêts et charges assimilées sur titres (BSF)	67 119	46 394
MARGES D'INTERET (1-2)	156 088	178 967

DÉTAIL DES COMMISSIONS		
NATURE (En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
* Commissions sur opérations avec les établissements de crédit		
* Commissions sur opérations avec la clientèle	57 020	55 586
* Commissions sur opérations de change		
* Commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
* Commissions sur produits dérivés		
* Commissions sur titres en gestion ou en dépôt		
* Commissions sur moyens de paiement		
* Commissions sur activité de conseil et d'assistance		
* Commissions sur produits accessoires		
* Commissions sur autres prestations de service	1 911	1 705
TOTAL	58 931	57 291

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ		
NATURE (En milliers)	30/06/2024	30/06/2023
PRODUITS		2
Gains sur les titres de transaction		
Plus value de cession sur titres de placement		
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change		2
CHARGES	2 122	1 938
Pertes sur les titres de transaction	2 100	1 869
Moins value de cession sur titres de placement		
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement		
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur les opérations de change	22	69
RESULTAT	-2 122	-1 936

VENTILATION DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION		
NATURE (En milliers)	30/06/2024	31/12/2023
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	185 836	160 647
CHARGES DE PERSONNEL	63 127	56 624
IMPÔTS ET TAXES	672	1 222
CHARGES EXTERNES	115 310	97 323
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 855	973
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	4 872	4 506

VENTILATION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES		
NATURE (en milliers de DH)	30/06/2024	30/06/2023
Produits d'exploitation non bancaires	774	334
Reprises de provisions sur Créances En Souffrance	96 830	106 483
Reprises de provisions sur Créances Irrécouvrables (Dossiers Radiés)	1 365	1 504
Produits non courants	53	974
Total Autres Produits	99 022	109 295
Autres charges bancaires	12 593	13 270
Charges d'exploitation non bancaires		
Dotations aux provisions sur Créances En Souffrance	164 294	177 185
Pertes sur Créances Irrécouvrables(Dossiers Radiés)	1 434	62
Charges non courantes	5 555	7 952
Total Autres charges	183 876	198 469

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30 JUIN 2024	
INTITULÉS (En MAD)	MONTANTS
I - RESULTAT BRUT COMPTABLE	133 189 506,34
. Bénéfice net	133 189 506,34
. Perte nette	
II - REINTEGRATIONS FISCALES	13 003 430,36
1- Courantes	7 448 191,11
- Cotisation Minimale	0,00
- Dons	1 950 091,61
- Dotations Appt Royal Golf	0,00
- Cadeaux	1 582 118,43
- Voiture de fonction	0,00
- Provisions non déductibles	2 376 278,50
- Pertes non déductibles	1 433 629,55
- CSS société	0,00
- Pénalités et débits	106 073,02
2- Non courantes	5 555 239,25
- Charges non courantes	5 555 239,25
- Charges sur Exercices Antérieurs	0,00
III - DEDUCTIONS FISCALES	55 680 049,11
1- Courantes	44 363 000,00
- Dividendes SOFASSUR	44 363 000,00
2- Non courantes	11 317 049,11
- Reprise provision pour risque et charge	11 317 049,11
- Reprise provision pour CES	
-Restitution Fiscale	0,00
TOTAL	90 512 887,59
IV - RESULTAT BRUT FISCAL	
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	90 512 887,59
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)	
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	
VI - RESULTAT NET FISCAL	
. Bénéfice net fiscal (A - C)	
OU	
. Déficit net fiscal (B)	
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES	
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

ENGAGEMENTS SUR TITRES		
EFFECTIFS	Montant au 30/06/2024	Montant au 31/12/2023
Effectifs rémunérés	1 004 549	503 929
Effectifs utilisés		

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE du 1 ^{er} JANVIER au 30 JUIN 2024				
NATURE (En milliers)	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	126 629	339 274	339 815	126 088
B. TVA à récupérer	158 385	446 846	447 124	158 106
. Sur charges	7 579	31 249	30 786	8 042
. Sur immobilisations	150 806	415 597	416 339	150 064
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	239 511	107 309	133 064	213 756
Solde déclaration TVA physique				

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30 JUIN 2024				
Montant du capital : 210.450.000,00 DHS				
Montant du capital social souscrit et non appelé : 0,00 DHS				
Valeur nominale des titres : 100,00 DHS				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
CIH	Avenue Hassan 2 - CASABLANCA	1 395 544	1 395 544	66,31%
Barid Al Maghrib	RABAT	706 197	706 197	33,56%
Flottant		2 759	2 759	0,13%
Total		2 104 500	2 104 500	100%

EFFECTIFS AU 30 JUIN 2024 (en nombre)		
EFFECTIFS	30/06/2024	31/12/2023
Effectifs rémunérés	365	420
Effectifs utilisés	365	420
Effectifs équivalent plein temps	365	420
Cadres (équivalent plein temps)	101	188
Employés (équivalent plein temps)	264	232
dont effectifs employés à l'étranger		

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
(En milliers)	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés	B- Affectation des résultats		
Report à nouveau		Réserve légale	1 725
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	99 985
Résultat net de l'exercice	201 504	Autres réserves	
Prélèvements sur les bénéfices		Primes d'émission, de fusion et d'apport	
Autres prélèvements		Report à nouveau	99 794
TOTAL A	201 504	TOTAL B	201 504

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 30 JUIN 2024				
(En milliers)	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2022	
CAPITAUX PROPRES				
OPÉRATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE				
1- Produit net bancaire	392 465	366 831	347 865	
2- Résultat avant impôts	133 190	129 900	122 327	
3- Impôts sur les résultats	34 847	38 802	36 932	
4- Bénéfices distribués pendant l'exercice	99 985	98 976	88 292	
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)				
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)				
Résultat net par action ou part sociale	47	47	44	
Bénéfice distribué par action ou part sociale				
PERSONNEL				
Montants des rémunérations brutes de l'exercice				
Hors CS	49 784	46 377	42 621	
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	365	396	365	

RÉSEAU AU 30 JUIN 2024 (en nombre)		
RÉSEAU	30/06/2024	31/12/2023
Guichets permanents (Agence du siège+Agence Rabat - Hors Réseau Externe)	16	14
Guichets périodiques (Réseau Externe composé de correspondants actifs (Apporteurs d'affaires))	57	59
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		
Concessionnaires Connectés		
Réseau bancaire (Agence Poste Maroc)		

ÉTATS NÉANTS	
Code Etat	APPELATION
A2	ETAT DES DEROGATIONS
A3	ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
B23	CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE
B31	VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
D8	ACTIFS A RISQUE, RESTRUCTURES, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

forvis mazars

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Krouaibia, 7ème étage
Casablanca, Maroc

SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT D'ACHATS À CRÉDIT
« SOFAC » S.A.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX

PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2024

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1.240.632 KMAD dont un bénéfice net de 98.342 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société SOFAC S.A.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOFAC S.A. arrêtés au 30 juin 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que la société a reçu en date du 25 juin 2024 un avis de vérification de la part de l'administration fiscale portant sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus au titre des exercices allant de 2020 à 2023 et sur la TVA au titre des exercices allant de 2017 à 2023. A date, les notifications y afférentes n'ont pas encore été reçues.

Casablanca, le 02 août 2024

Les Commissaires aux Comptes

COOPERS AUDIT MAROC S.A.

Abdellah LAGHCHAOU
Associé

83, Avenue Hassan II
Casablanca
P.T: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

FORVIS MAZARS

Taha FERDAOUS
Associé

76, Bd Abdelmoumen
7ème étage
Casablanca
P.T: 05 22 42 54 13